11. fraude bancaire commerciale étrangère

Fraude bancaire - Banques commerciales étrangères

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Les banques américaines ne sont généralement pas des banques américaines. Ce ne sont même pas des banques créées pour répondre et répondre aux besoins des personnes vivantes.

Il s'agit plutôt de banques commerciales presque universellement créées par la Couronne britannique et les sous-traitants municipaux hébergés dans le district de Columbia.

Pour faire fonctionner leur programme bancaire, tous les habitants de ce pays doivent être redéfinis et incorporés en tant que SOCIÉTÉS américaines --- et interprétés comme tels, car les gens ne peuvent pas utiliser les banques commerciales.

Nous ne nous engageons pas dans le commerce par définition, car le «commerce» est une affaire entre deux entités constituées. Les usurpateurs ont dû créer des franchises pour eux-mêmes et les exploiter "pour" nous afin d'acquérir un contrôle réglementaire sur nous et d'obtenir un accès détourné à nos actifs.

Ainsi, les sous-traitants de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation complices ont illégalement saisi nos personnes légales, c'est-à-dire nos noms propres, et ont créé séquentiellement une personne morale territoriale britannique appartenant à la British Crown Corporation et ensuite, un
PERSONNE municipale appartenant à la Corporation municipale, toutes deux portant notre nom, à notre insu ou sans notre consentement.

Cette usurpation d'identité non divulguée et non consensuelle est utilisée de diverses manières pour frauder les Américains au profit de ces sociétés d'État et municipales britanniques agissant en violation de la confiance, mais pour l'instant, se concentrer sur le crime de personnage de base

impliqué, qui crée puis s'accroche à des personnes morales étrangères qui portent notre nom --- et qui semblent ensuite nous être associées --- le tout à notre insu ou sans notre consentement.

Après avoir créé leurs propres franchises non autorisées et non divulguées qui portent notre nom, les sous-traitants de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia ont dénaturé ces personnes de fiction juridique dans le cadre de leurs citoyens.

L'ensemble du processus entraîne un crime capital de conversion illégale. Cela a donné aux sous-traitants de la Couronne britannique et des municipalités complices la possibilité de soumettre ces franchisés étrangers à leurs lois et politiques d'entreprise, et leur a donné une excuse pour nous abuser, comme si nous étions les "mêmes" que ces entités fouettées sur papier.

D'autres actes de tromperie combinés à ce système de conversion illégal de base leur ont permis de construire l'ensemble de leur système bancaire sur la fraude et les actifs purloqués.

En 1924, nos prétendus «United States Trustees» ont vendu les marques et les intérêts commerciaux du «Trésor américain» et du «Département du Trésor américain» au Fonds monétaire international. Cet actif appartenant à notre République fédérale américaine a ensuite été utilisé par une société municipale faisant affaire sous le nom de FMI, pour promouvoir la fraude constructive.

Plus célèbre, le "Trésor des États-Unis", disparu depuis longtemps, a envoyé des lettres de perception des impôts et toutes sortes de formulaires fiscaux aux Américains chaque année, les abusant en tant que franchises des sociétés municipales et donnant délibérément à des millions de personnes la fausse impression que la communication était un gouvernement officiel. les affaires qui leur sont adressées, alors qu'en fait, il s'agissait d'une fraude postale promue par une banque commerciale étrangère recouvrant une dette d'une franchise de la Municipal Corporation faisant des affaires au nom de la victime.

Des millions d'Américains ont assumé la dette présentée sous la couleur de la loi, et au moins selon les auteurs, se sont portés volontaires pour payer une taxe qu'ils ne devaient jamais et se sont également soumis involontairement à la "loi" de la Société municipale étrangère comme résultat non divulgué.

Nous avons finalement démantelé ce stratagème de fraude, seulement pour que les sous-traitants de la British Crown Corporation écrivent des lettres de perception de l'impôt au nom de la "Federal Tax Authority" et menacent les Américains avec des privilèges fiscaux et des ventes fiscales et envoient des mandats de contrainte sous la couleur de la loi. Ils commettent une fraude postale et se dénaturent comme "le gouvernement" et dénoncent les Américains comme des franchises territoriales.

Ce comportement criminel pernicieux et volontaire de la part des deux sous-traitants hébergés dans le district de Columbia, tous deux opérant en tant que sociétés municipales, bien que sous une direction différente, mérite leur dissolution ou la déchéance directe de notre gouvernement légal en tant que syndicats du crime impliqués dans des activités multigénérationnelles et criminalité internationale.

Leur attitude évidente est que si un stratagème de fraude ne met pas la proie en sac, le deuxième stratagème de fraude le sera. Ils sont complices de cette manière, comme nous l'avons vu, depuis 1937 --- et ces intérêts des entreprises étrangères se sont toujours cachés, ont toujours opéré dans le dos du peuple américain, ce qui témoigne de la nature préméditée et délibérée de leurs crimes contre nous.

Le peuple américain n'a délibérément pas été informé par les sous-traitants de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation qui leur devaient un service de bonne foi, et en conséquence, nous avons été illégalement la proie de ces intérêts étrangers agissant sous la couleur du droit
et conditions de tromperie depuis six générations. Le montant de la dette déjà due par ces sociétés au peuple américain est incalculable, de sorte que la demande qu'elles soient confisquées avec toutes leurs franchises, successeurs potentiels et autres actifs n'est pas déraisonnable.

Nous souhaitons la cessation immédiate de toutes les activités illégales du Mercenaire sur nos côtes et le strict respect des limites des Constitutions réelles aussi longtemps qu'il le faudra pour nettoyer ce gâchis.

Délivré par:
Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652
14 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:27 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:27 UTC by Bee